



2010 : VERS UN NOUVEAU PACTE SOCIAL

**9^{ÈME} RENCONTRE EUROPÉENNE DES PERSONNES
EN SITUATION DE PAUVRETÉ**

25 et 26 juin 2010

Parlement Européen & bâtiment Charlemagne





2010 : VERS UN NOUVEAU PACTE SOCIAL

**9^{ÈME} RENCONTRE EUROPÉENNE DES PERSONNES
EN SITUATION DE PAUVRETÉ**

25 et 26 juin 2010

Parlement Européen & bâtiment Charlemagne

Table des matieres

SÉANCE D'OUVERTURE	3
Pervenche Berès, Députée européenne, Présidente de la Commission « Emploi et Affaires sociales »	3
Isabel Martínez Lozano, Secrétaire générale en charge des politiques pour l'Égalité (Ministère en charge de l'égalité), s'exprime au nom de la Présidence espagnole de l'Union Européenne	3
Lenia Samuel: Directrice générale adjointe, DG Emploi, Affaires sociales et Egalité des chances	4
Adelia Fernandes, représentante de la 8ème Rencontre, délégation portugaise	5
SUIVI DES PRINCIPALES DEMANDES DE LA 8^{ÈME} RENCONTRE	7
La Commission répond aux demandes exprimées lors des précédentes rencontres européennes : Antonia Carparelli, Chef de l'Unité inclusion, DG Emploi, Affaires Sociales et Egalité des Chances	7
Etude sur l'impact des Rencontres européennes des personnes en situation de pauvreté : Danielle Dierckx, Université d'Anvers, Centre de recherche sur les inégalités, la pauvreté, l'exclusion sociale et la ville	10
RAPPORT DES ATELIERS	13
Priorités définies par les délégations	13
Rapport de synthèse des ateliers	20
PRINCIPALES PRIORITÉS POUR LA PROCHAINE DÉCENNIE	32
PANEL ET DISCUSSION	35
Ludo Horemans, Président d'EAPN	35
Interventions des délégués	37
RÉFLEXIONS FINALES DES MEMBRES DU PANEL	39
Séance plénière de clôture	40
Erzsebet Barta, Ministre des Affaires Sociales, Hongrie	40
Phillipe Courard, Secrétaire d'état à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, Présidence belge de l'UE	40
Juan Mato, Directeur général en charge de la Politique sociale, de la Famille et de l'Enfance, Ministère espagnol de la Santé et de la Politique sociale (Espagne)	41

Séance d'ouverture



La séance d'ouverture est présidée par Ludo Horemans, Président d'EAPN. Ce dernier souhaite la bienvenue aux délégations et aux invités. Il nourrit l'espoir que la 9ème Rencontre marquera l'amorce d'un nouveau processus qui nous verra déployer de plus grands efforts pour montrer le suivi des recommandations et suggestions des Rencontres européennes par les responsables politiques et par les acteurs qui y participent. Il souligne l'importance symbolique d'organiser la Rencontre de 2010, qui est une année tout à fait spéciale, dans les bâtiments du Parlement Européen. Il remercie également la Présidence espagnole pour l'organisation de la Rencontre et la Commission pour le soutien qu'elle lui accorde.

Une série d'intervenants prend ensuite la parole durant la séance d'ouverture :

Pervenche Berès, Députée européenne, présidente de la Commission « Emploi et Affaires sociales »

Mme Berès souhaite la bienvenue dans les bâtiments du Parlement Européen aux délégués et leur présente tous ses vœux de réussite pour leur rencontre.

Elle voit dans la Rencontre européenne une excellente initiative qui donnera une voix à ceux et celles qui en sont généralement privés. En sa qualité de responsable politique, elle ajoute qu'elle est prête à écouter les personnes en situation de pauvreté, à apprendre d'elles, et à prendre leurs besoins en considération.

Elle insiste sur les défis auxquels nous sommes confrontés en temps de crise. Les coupes budgétaires ne devraient pas toucher les personnes les plus pauvres, mais malheureusement c'est le cas. La lutte contre la pauvreté devrait se traduire par un retour aux Etats Providence. L'Europe devrait rééquilibrer les piliers économiques et sociaux de ses politiques et tout faire pour que la parole des populations soit entendue. En effet, il est urgent de relever les défis rencontrés dans le domaine de l'accès aux services sociaux, au logement, aux services bancaires... etc.

Isabel Martínez Lozano, Secrétaire générale en charge des politiques pour l'Égalité (Ministère en charge de l'égalité), s'exprime au nom de la Présidence espagnole de l'Union Européenne

Mme Martínez souligne l'importance des espaces de participation que constituent les Rencontres européennes, ainsi que la pertinence des contributions des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale lorsqu'il s'agit d'évaluer l'efficacité des politiques de lutte contre la pauvreté.

Elle réaffirme son soutien en faveur de l'élaboration d'un plan d'action pour la prochaine décennie et plaide pour que la déclaration finale de l'Année européenne 2010 contienne un engagement ambitieux. La Présidence espagnole insiste sur la nécessaire amélioration des conditions de vie de tous et de toutes, sur le maintien des systèmes étatiques de protection sociale, sur une ouverture de la méthode ouverte de coordination et sur une consolidation des politiques sociales européennes.

Elle considère que l'objectif chiffré de réduction du nombre de personnes en situation de pauvreté de 20 millions, proposé dans la Stratégie Europe 2020, est un acquis dont nous pouvons être fiers. En effet, une plus grande priorité devrait ainsi être accordée à la lutte contre la pauvreté dans le cadre de l'agenda européen. Si elle souligne le caractère central de l'accès à l'emploi, elle ajoute toutefois que la stratégie de lutte contre la pauvreté doit pleinement prendre en compte la recommandation sur l'inclusion active. Elle conclut par ces mots : les responsables politiques doivent jeter les bases d'une réelle volonté politique, encourager les rêves et s'en inspirer pour construire un avenir inclusif.

Lenia Samuel, Directrice générale adjointe, DG Emploi, Affaires sociales et Égalité des chances

Mme Samuel souligne que les Rencontres européennes permettent de garder le thème de la pauvreté à l'agenda politique et elle garantit aux délégués que leurs conclusions aideront à façonner les stratégies dans le domaine de l'inclusion sociale.

Elle répète que la Commission s'engage à associer les personnes en situation de pauvreté à l'élaboration des politiques et des stratégies pour l'inclusion sociale. Si des avancées ont été réalisées, il reste encore beaucoup de pain sur la planche. Il conviendrait, selon elle, de consolider ou de renouveler les partenariats et de mettre au point des méthodes innovantes. L'initiative européenne phare de Plate-forme européenne de lutte contre la pauvreté, qui figure dans la stratégie Europe 2020, nous offre une occasion unique ; elle

ajoute que la Commission présentera ses propositions en la matière au début de l'automne. La poursuite de l'objectif chiffré de réduction de la pauvreté, que contient la Stratégie Europe 2020, devrait aider à garantir une meilleure cohésion économique et sociale ; elle devrait appuyer l'intégration de la lutte contre la pauvreté dans les différents domaines : santé, éducation et agenda pour une société numérique.

Adelia Fernandes, représentante de la 8^{ème} Rencontre, délégation portugaise

Mme Fernandes souligne, avant tout, qu'il est essentiel que les personnes en situation de pauvreté puissent faire entendre leur voix et participer au processus d'inclusion sociale. Elle précise que les personnes qu'elle a connues lors des Rencontres européennes possèdent une richesse intérieure que l'on ne peut ni conquérir ni acheter, ni même acquérir, dans aucune université du monde. Si sa participation aux Rencontres européennes ne lui a pas apporté de richesses économiques, elle lui a permis d'enrichir son expérience et ses connaissances.

Elle parle de ces personnes qui pensent inimaginable qu'elles puissent un jour se retrouver sans argent. Toutefois, ajoute-t-elle, la crise économique a montré que ces personnes se trompent et que nous sommes tous vulnérables.

Elle ajoute que dans une société idéale et démocratique, tout le monde devrait avoir accès à une vie décente, indépendamment de sa couleur politique. Mener une vie compatible avec la dignité humaine ne signifie pas survivre. Dans une société idéale, lorsque nous le pourrons, nous reprendrons notre vie en main, mais nous aurons alors besoin d'un emploi décent et non pas d'un emploi précaire. Mener une vie décente, c'est avoir accès à tous les droits qui sont aujourd'hui réservés à certaines personnes dans la société : le droit à un logement décent, le droit de partir en vacances, le droit d'accès à la culture, le droit d'aller au cinéma et au théâtre. Nul ne devrait être obligé de choisir entre plusieurs choses essentielles, notamment les vacances ou l'accès à la culture. Nous devrions tous et toutes pouvoir jouir de ces droits indépendamment de notre situation : la maladie, le licenciement ou la retraite.

Mme Fernandes conclut en disant que la lutte contre la pauvreté doit être un combat collectif. Elle remercie les responsables et les décideurs politiques qui ont accepté de participer à cette rencontre (et ils ne sont pas nombreux) ; elle les exhorte à assumer leur responsabilité et à ne pas laisser tomber la cause qui est la nôtre.

Suivi des principales demandes de la 8^{ème} rencontre



La Commission répond aux demandes exprimées lors des précédentes Rencontres européennes : Antonia Carparelli, Chef de l'Unité inclusion, DG Emploi, Affaires Sociales et Egalité des Chances

Mme Carparelli précise d'emblée qu'elle a été touchée par les propos des personnes en situation de pauvreté qui ont participé à la Table Ronde européenne sur la pauvreté et l'exclusion sociale en France en 2006 : "On ne peut plus attendre!" Le fossé qui subsiste entre les bonnes intentions et les actions est trop profond, surtout pour les personnes en situation de pauvreté qui ont besoin d'une réponse immédiate à leurs problèmes. Elle reconnaît qu'à l'examen du suivi accordé par les responsables politiques aux propositions faites lors des Rencontres européennes, un écart évident apparaît entre les intentions exprimées et les véritables actions menées sur le terrain. Elle ajoute que, si quelques résultats ont été engrangés, l'objectif de la Stratégie de Lisbonne de 2000 – avoir un impact décisif sur l'éradication de la pauvreté – est loin d'avoir été

atteint. L'analyse du suivi des recommandations des Rencontres européennes ne peut faire l'impasse sur un contexte général rendu plus difficile par la crise.

A ce propos, Mme Carparelli insiste sur l'influence qu'ont eue les Rencontres sur l'agenda européen, plus précisément sur le revenu minimum, sur la stratégie pour l'inclusion active, sur l'accès au logement, sur le sans-abrisme et sur la priorité donnée à la pauvreté des enfants. Toutefois, l'un des mérites les plus flagrants de ces Rencontres a été de montrer l'importance de la participation des personnes en situation de pauvreté et de donner un élan à des processus similaires au sein des Etats membres. De même, elles ont été l'occasion de répéter combien il est nécessaire d'impliquer l'ensemble des parties prenantes dans l'élaboration des stratégies de lutte contre la pauvreté. Mme Carparelli espère que la plate-forme européenne, phare de lutte contre la pauvreté, s'inspirera de cette pratique.

Préalablement à la réunion, Mme Carparelli a fourni un tableau illustrant les réponses apportées par la Commission aux principales demandes des Rencontres précédentes. Nous reprenons ce tableau ici à titre d'information.



SUIVI DES DEMANDES ÉMANANT DES RENCONTRES EUROPÉENNES DES PERSONNES EN SITUATION DE PAUVRETÉ

Domaine 1: OBJECTIFS TRANVERSAUX

<i>Demandes des Rencontres</i>	<i>Réponse de la Commission</i>
Comblent le fossé entre les politiques économiques et sociales	EUROPE 2020; objectif chiffré de réduction de la pauvreté, nouvelle ligne directrice sociale pour en assurer le suivi.
Priorité à l'Inclusion active, à la pauvreté des enfants, aux migrants	Ces questions ont fait l'objet d'un suivi qui se poursuivra dans le programme de travail futur de la Commission.
Implication de médias	2010 a été désignée Année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale en vue de sensibiliser et d'impliquer les médias.

Domaine 2: INCLUSION FINANCIERE

<i>Demandes des Rencontres</i>	<i>Réponse de la Commission</i>
Des instruments de micro-crédits devraient être mis en place	Le nouvel instrument de micro-crédit pour les jeunes et les professions libérales, en partie financé par PROGRESS
Un revenu minimum adéquat pour vivre dans la dignité	La recommandation de 2008 sur l'Inclusion active reprend cette demande. Le rapport de suivi sur le caractère adéquat des mécanismes de revenu minimum dans les Etats membres; Le rapport du Parlement européen en soutien aux mécanismes de revenus minimums au-dessus du seuil de pauvreté La priorité lors de la Table ronde 2010 et de la réunion informelle des ministres,

Domaine 3: L'EXCLUSION DU LOGEMENT ET LE SANS-ABRISME

La lutte contre le sans-abrisme devrait être prioritaire	Année thématique 2009 sur le sans-abrisme - résultats dans le Rapport conjoint 2010
Le logement devrait être une priorité des Fonds structurels	Décision d'utiliser les Fonds structurels pour améliorer le parc de logement

Domaine 4 : SERVICES

Droit universel à accéder aux services sociaux	Identifié comme troisième pilier de l'Inclusion active
Accès à des soins de santé abordables et de qualité pour tous et pour toutes	Communication de la Commission sur les inégalités dans la santé
Egalité des chances dans l'éducation	EUROPE 2020 : objectif clé de réduction des abandons scolaires prématurés ; initiative phare « Youth on the Move »
Un accès abordable à l'énergie et à d'autres services de base	Le paquet « Energie » de l'UE contient un élément « pauvreté énergétique »

Domaine 5: PARTICIPATION

La participation doit être régulière et recevoir un statut et une structure officiels	Priorité clé dans le cadre de la Plate-forme européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale
Dialogue à tous les niveaux	La plate-forme européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale devrait renforcer la participation de l'ensemble des parties prenantes dans le cadre de la MOC sociale
Participation des personnes en situation de pauvreté	Objectif clé de la MOC sociale ; Année européenne 2010, et amélioration prévue dans le cadre de la plate-forme européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale
Indicateurs de suivi de la participation	La Commission a soutenu une étude sur l'implication des parties prenantes, qui vient d'être finalisée



Etude sur l'impact des Rencontres européennes des personnes en situation de pauvreté : Danielle Dierckx, Université d'Anvers, Centre de recherche sur les inégalités, la pauvreté, l'exclusion sociale et la ville

Danielle Dierckx présente les premiers résultats de l'étude sur l'impact des Rencontres européennes des personnes en situation de pauvreté, qui est en cours de réalisation à la demande d'EAPN et qui est financée par le Ministère belge.

Les principales questions abordées dans cette étude sont:

- Quel est l'impact sur les personnes en situation de pauvreté ?
- Quel est l'impact sur les acteurs/institutions de la société civile ?
- Quel est l'impact sur les politiques de lutte contre la pauvreté ? (au niveau européen et au niveau national)
- Comment évalue-t-on la participation au cours de ces Rencontres ?

Plusieurs étapes étaient prévues afin de recueillir les informations nécessaires pour répondre à ces questions :

Phase 1: étude en ligne. 300 (ex-)participants aux Rencontres sont invités à remplir un questionnaire. Jusqu'à présent, 79 personnes l'ont fait. Différentes catégories de personnes ont été interrogées : décideurs politiques du niveau européen et des niveaux nationaux, ONG, personnes en situation de pauvreté, équipe organisatrice et universitaires.

Phase 2: entretiens. 12 personnes ont accepté de participer à des entretiens en face à face ou à des entretiens téléphoniques. Il s'agit de représentants d'EAPN, d'ONG ou de gouvernements.

Phase 3: études de cas. Des études approfondies ont été menées dans 5 pays ; elles portaient sur l'évaluation des Rencontres par les personnes en situation de pauvreté et par d'autres acteurs (ONG et gouvernements). Les pays choisis étaient la Belgique, l'Italie, la Lituanie, la Pologne et la Norvège.

Dans l'ensemble, 79% des participants qui ont rempli le questionnaire disent mieux comprendre la situation des personnes en situation de pauvreté grâce à leur participation à une Rencontre. 80% des responsables politiques ont tiré des enseignements de la (des)

rencontre(s) et ont changé leur mode de fonctionnement. Si peu de personnes en situation de pauvreté ont tiré des enseignements de la (des) rencontre(s), 56% d'entre elles ont changé leur mode de fonctionnement.

Deux indicateurs servent à mesurer l'impact sur les personnes en situation de pauvreté. Le premier est l'épanouissement personnel; 87% des personnes en situation de pauvreté disent que les Rencontres contribuent à leur épanouissement personnel (émancipation, soutien affectif et respect envers leur personne). Le deuxième indicateur porte sur la solidarité entre les personnes en situation de pauvreté; 52% des personnes en situation de pauvreté ressentent davantage de solidarité. Elles parlent d'un processus d'apprentissage entre personnes en situation de pauvreté originaires de différents pays. Elles constatent qu'elles ne sont pas les seules à éprouver des difficultés; elles voient comment les autres résolvent leurs problèmes. Les personnes se sentant plus impliquées, elles s'engagent davantage et font davantage confiance aux politiques et aux responsables politiques.

En ce qui concerne l'impact des Rencontres sur les acteurs et institutions de la société civile, 40% de l'ensemble des personnes ayant répondu au questionnaire déclarent que les Rencontres ont eu une (énorme) influence sur les acteurs de la société civile actifs dans la lutte contre la pauvreté. Elles ont permis de créer de nouvelles organisations et ont facilité la collaboration entre les organisations. Petit bémol : les rencontres n'ont pas pesé énormément sur le débat public.

En ce qui concerne l'impact sur les politiques, on observe un résultat « contradictoire » intéressant. En effet, si 59% des responsables politiques estiment que les Rencontres ont une influence sur les politiques, au contraire 78% des personnes en situation de pauvreté considèrent qu'elles ont eu peu d'impact, voire aucun impact, sur l'élaboration des politiques. Selon les personnes en situation de pauvreté, l'unique impact se traduit par une plus grande participation dans l'élaboration des politiques.

Voici quelques exemples spécifiques d'impacts politiques des rencontres qui ont été relevés:

- Les décideurs politiques soulignent qu'ils comprennent mieux ce qui se cache derrière les chiffres relatifs à la pauvreté, ce qui fait « la vie réelle » des personnes en situation de pauvreté;
- La pauvreté a remonté sur l'échelle des priorités de l'agenda politique: les responsables politiques commencent à penser à la pauvreté et à en débattre;
- Au niveau européen, la pauvreté est inscrite dans l'agenda Europe 2020 ; les rencontres y sont peut-

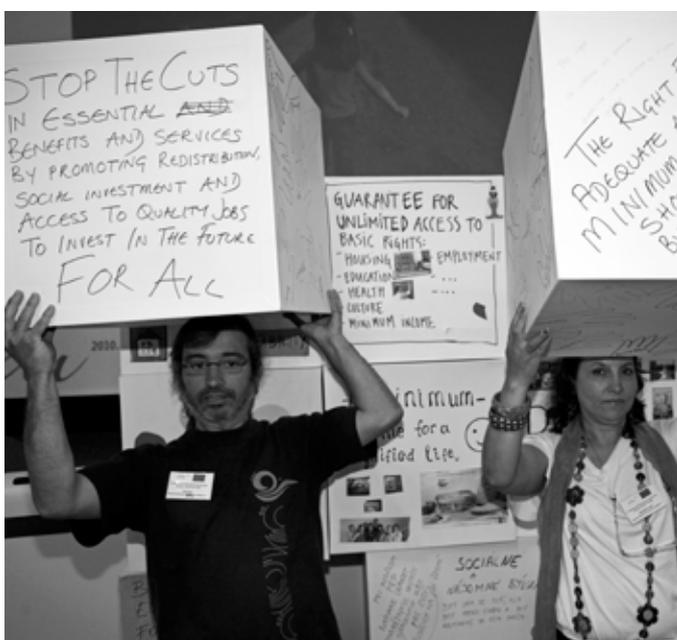
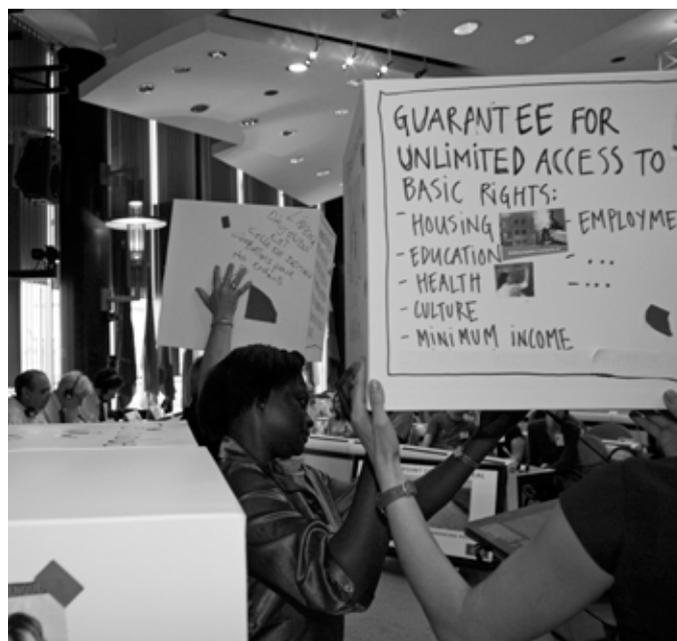
être pour quelque chose;

- Les idées qui ont donné naissance à la « recommandation sur l'inclusion active » ont été débattues lors des Rencontres;
- On relève un impact sur 2010 – Année Européenne de lutte contre la pauvreté;
- L'une des recommandations des Rencontres était l'organisation d'une année thématique de la MOC consacrée au sans-abrisme.
- Les Rencontres ont suscité des débats sur les systèmes de revenu adéquat.
- Les inquiétudes portées par les Rencontres à propos de la précarité énergétique ont fait l'objet

d'un suivi;

- Au niveau national, les Rencontres européennes des personnes en situation de pauvreté ont inspiré l'organisation de rencontres semblables.

L'évaluation de la participation aux cours des Rencontres est très positive. Pour chacune des questions, on atteint un niveau de satisfaction de 75% ou plus. Parmi les aspects positifs, on relève : la grande motivation des participants, l'absence de pression, la bonne préparation, l'absence de problèmes linguistiques ou d'autres problèmes entravant la participation. Quelques remarques négatives concernent les attentes trop élevées et la faible présence des responsables politiques.



Rapport des ateliers



Les délégations de personnes en situation de pauvreté se sont préparées à dialoguer avec les responsables politiques, les ONG, les universitaires et les personnes en situation de pauvreté d'autres pays. Les Eurodéputés ont été clairement invités à apporter leurs contributions aux ateliers. Seul un petit nombre d'entre eux ont accepté le défi et étaient présents.

Dans les huit ateliers, des personnes en situation de pauvreté, des Eurodéputés, d'autres responsables politiques, des représentants d'ONG et du monde universitaire ont échangé leurs expériences et leurs informations à propos de l'éradication de la pauvreté. La discussion s'est attardée sur les politiques passées et futures d'éradication de la pauvreté. Les délégations de personnes en situation de pauvreté ont présenté leurs priorités clés dans la lutte contre la pauvreté pour la prochaine décennie. Celles-ci avaient été définies lors des processus de préparation au niveau national et se basaient sur la réflexion menée à propos des revendications issues des Rencontres précédentes.

Priorités définies par les délégations



Autriche

On ne veut pas un banc dans un parc, mais un logement décent.

Les organisations sociales reçoivent moins de financement alors que les besoins se font plus grands.

Il est minuit moins cinq ; le temps presse pour les populations pauvres.



Belgique

Dans le cadre de l'Année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (EY2010), l'UE devrait élaborer un plan de collaboration avec les organisations qui représentent les personnes en situation de pauvreté.

Il faudrait garantir un logement décent pour tous.



Bulgarie

Les politiques sont inefficaces parce qu'on utilise les ressources de manière inefficace.

Seule une volonté politique ferme pourra aider les populations, notamment dans les plus petites communautés.

Les mesures de lutte contre la pauvreté sont inadéquates ; nous avons besoin de critères plus qualitatifs qui refléteraient mieux la réalité bulgare par rapport au reste de l'Europe.



Chypre

Nous ne disposons pas d'un système de santé universel pour tous.

Les enfants devraient avoir des droits, pas des droits qui découlent de leur appartenance à une famille, mais des droits propres. Nous devons assurer la pleine mise en œuvre de la Convention sur les droits de l'enfant.



République Tchèque

Les gouvernements ont tout intérêt à aider les personnes en situation de pauvreté. Il faut intégrer tout le monde dans la société pour que le système continue à fonctionner.

Il faudrait encourager des initiatives de création d'emplois ; par exemple, éliminer les obstacles à la création de petites entreprises.

Les familles dans le besoin, les orphelins, les personnes sans-abri, les populations Roms et d'autres groupes ont besoin d'être davantage soutenus.



Danemark

Les usagers des services devraient être impliqués ; par exemple, en établissant un conseil dans chaque municipalité.

Les aides sociales pour les jeunes et les migrants sont trop basses.

Le droit au logement devrait entrer en application.



Estonie

Le troisième secteur éprouve des difficultés à accéder aux Fonds structurels. Souvent, il doit avancer une partie du financement. Cela pose problème aux jeunes organisations.

Le logement et la santé sont une priorité au même titre que les pensions, l'apprentissage tout au long de la vie et l'éducation pour tous.



Finlande

Les pays scandinaves disposent d'un bon système de protection sociale, mais celui-ci est complexe et certaines

personnes éprouvent du mal à trouver le bon bureau et à obtenir une aide adéquate.

La participation peut être réussie. Elle permet un échange de solutions innovantes, proches des gens et comportant une dimension humaine; c'est extrêmement important.



France

Il faut éviter les emplois précaires.

Les droits devraient être accordés automatiquement plutôt que de devoir être réclamés de manière répétée.



Allemagne

Les personnes en situation de pauvreté devraient être entendues. Il est inutile qu'elles doivent se battre pour participer à l'élaboration de rapports politiques sur la pauvreté.

On a besoin de plus amples informations à propos de la pauvreté afin de pouvoir mieux évaluer les répercussions des lois et des règlements.

Un système de formation continue devrait permettre aux personnes de terminer leur enseignement supérieur plus tard dans leur vie.

La pauvreté causant des maladies, la santé est une question essentielle.



Grèce

Le droit au logement est un droit fondamental, mais en Grèce, il est difficile d'y accéder. C'est surtout vrai pour les jeunes. On a besoin de logements sociaux pour les personnes sans-abri.



Hongrie

Il faudrait améliorer la situation des femmes sur le marché de l'emploi afin qu'elles puissent mieux concilier leur vie familiale et leur vie professionnelle. Parmi les initiatives intéressantes, on peut citer : les mesures en faveur des femmes qui reprennent le travail après avoir élevé leurs enfants, l'adaptation des horaires de travail, la flexibilité dans l'accueil des enfants (malades) et les salaires décents.

Des mesures pour garantir la participation des jeunes sur le marché du travail s'imposent. Les jeunes en fin de scolarité et sans emploi devraient avoir la possibilité d'acquérir une expérience professionnelle dans des organisations de la société civile. Les employeurs pourraient recevoir des incitants financiers pour engager des jeunes.



Italie

Les responsables politiques n'assistent pas à nos rencontres; ils se fichent de nos problèmes. Nous sommes frustrés et même choqués par leur absence aujourd'hui! Croient-ils que nous allons résoudre tous les problèmes nous-mêmes d'ici à 2020?

Il n'y a plus d'investissements dans l'inclusion et dans les actions sociales. En conséquence, il y a de plus en plus de violence, de répression et de sanctions au lieu de se concentrer sur la prévention.



Irlande

Au niveau européen, on observe une tendance positive dans le dossier du revenu minimum. Néanmoins, au niveau national, la tendance est plutôt à une diminution de son montant. Ce qui aggrave la situation de nombreuses personnes.

Les responsables politiques devraient se montrer plus responsables. En d'autres termes, ils devraient garantir un suivi efficace et une évaluation réelle. Cela s'impose si l'on veut montrer que la lutte contre la pauvreté est une des grandes priorités de l'agenda européen et indiquer les démarches à entreprendre.



Lettonie

Les services (téléphonie mobile, chauffage, eau) coûtent très cher. On voit les résultats des privatisations et de la libéralisation des marchés.

A cause de la crise, le gouvernement prépare une réforme du budget de l'état. Les impôts augmentent et les budgets sociaux diminuent. Le gouvernement ne songe pas du tout à aider les personnes en situation de pauvreté.



Lituanie

Il est nécessaire d'investir dans la formation des employés afin de leur donner la possibilité d'acquérir de nouvelles qualifications et de réorienter leur carrière. Il faut mettre au point davantage d'outils en prévision d'une éventuelle crise dans leur secteur.

On pourrait améliorer l'utilisation et l'affectation des Fonds structurels européens.

Les familles devraient recevoir de l'aide car elles constituent la pierre angulaire de nos sociétés.



Luxembourg

Le logement est une question importante car certaines personnes y consacrent la moitié de leurs revenus. Il n'y a pas suffisamment de logements sociaux et de logements abordables.

Un guichet unique pour toutes les questions sociales aiderait à dépasser le déficit d'informations.

Il conviendrait de mieux organiser l'accès au crédit.



Malte

Il conviendrait de faciliter le financement des projets sociaux des ONG par les Fonds européens. Si les projets marchent bien, pourquoi ne pas continuer à les soutenir?

Nous recommandons le financement permanent des organisations qui collaborent étroitement avec les personnes en difficulté.

Les usagers des services devraient être impliqués dans la planification, la mise en place et le suivi des services.



Norvège

Nous devrions mettre nos responsables politiques au défi de s'intéresser réellement au logement social. Il y a suffisamment d'argent et d'espace, mais les responsables politiques rechignent à rendre le logement abordable.

On peut instaurer un revenu minimum car l'argent ne manque pas en Norvège. C'est ridicule d'être pauvre en Norvège.



Pologne

Les institutions devraient être mieux informées à propos du sans-abrisme afin de mieux comprendre les personnes concernées par ce phénomène.

Les Fonds européens devraient être plus accessibles et devraient avant tout bénéficier aux personnes en situation de pauvreté.



Portugal

Il y a pénurie d'informations. Les gens ne connaissent pas leurs droits (soins de santé gratuits, la manière de remplir les documents). Les gens ne connaissent pas les services disponibles.

Des systèmes d'emprunts et de prêts responsables devraient voir le jour afin de permettre aux gens de vivre décemment.



Roumanie

Il est primordial d'investir davantage dans l'éducation. Cela signifie offrir des services d'éducation dans les zones rurales, aux populations en difficulté, aux enfants à problèmes. L'éducation devrait être gratuite pour tous et il conviendrait de garantir une éducation de meilleure qualité afin que les gens puissent décrocher des emplois qualifiés.

Un revenu adéquat, des salaires décents et de bonnes conditions de travail sont nécessaires pour avancer dans la vie.

Il conviendrait de réaliser l'égalité des chances pour tous.



Slovaquie

Les femmes ont des emplois très précaires; elles devraient être mieux protégées.

On a grand besoin de logements sociaux et de logements abordables. Les jeunes aussi sont expulsés de leur logement et se retrouvent à la rue. Ils perdent tout espoir pour l'avenir.



Slovénie

Il n'existe qu'un seul objectif : réaliser tous les droits humains dans tous les domaines. Dans la réalité, ces droits sont de moins en moins respectés.



Espagne

Les personnes handicapées devraient recevoir des traitements orthopédiques gratuitement.

Éliminer les obstacles architectoniques et psychologiques.

Un certain pourcentage du budget national devrait être alloué à la lutte contre la pauvreté.

Une plus grande attention doit être accordée aux soins de santé des toxicomanes.



Suède

On néglige la pauvreté des enfants et les problèmes des enfants en situation de pauvreté au sein de leur famille.

Il est important d'allouer des ressources financières à la recherche afin de mieux définir les problèmes et les solutions possibles.



Pays-Bas

Les coûts liés au logement, notamment le coût de l'énergie, ne devraient pas manger la majeure partie du budget des ménages.

Des bonnes structures de participation organisée devraient être disponibles à tous les niveaux.



Royaume-Uni

L'éducation financière devrait faire partie des programmes scolaires afin que les jeunes apprennent à gérer leur budget le plus tôt possible.

Les allocations de chômage sont inadéquates par rapport aux salaires moyens. Les récentes annonces budgétaires font craindre une aggravation de la situation – nous allons subir des coupes dans les services publics.

Rapport de synthèse des ateliers

Les principaux résultats des ateliers sont résumés sous la forme de trois questions:

1. Qu'est-ce que la pauvreté dans le contexte de l'Année 2010 ?
2. Qui est prêt à lutter contre la pauvreté ?
3. Comment devrait-on lutter contre la pauvreté ?

Des témoignages relevés lors des discussions en ateliers illustrent les conclusions.

Qu'est-ce que la pauvreté dans le contexte de l'Année 2010 ?

Certaines personnes nient l'existence de la pauvreté parce qu'il n'est pas facile de définir qui sont les personnes en situation de pauvreté, ou que parfois, ces personnes vivent leur vie dans l'ombre, dans l'esquive ; leurs problèmes sont niés.

Toutefois, la pauvreté est une réalité. De plus en plus de personnes témoignent de ce que signifie « vivre en situation de pauvreté ».

“Mon loyer est passé de 800 à 900 euros par mois sur une période de trois ans. Un loyer moyen s'élève à 850 euros sans les charges (par exemple, le chauffage). Je vais devoir passer d'un logement de 80 m² à 50 m² et y vivre avec mes trois enfants”. (Finlande)

La pauvreté et l'exclusion sociale sont souvent liées à l'absence d'un revenu adéquat. Les gens restent sans emploi de plus en plus longtemps. Les gens sont handicapés ou connaissent des soucis de santé. Les personnes ont un emploi, mais celui-ci n'est pas suffisamment bien rémunéré.

“Je travaille 10 heures par jour mais mon revenu est calculé sur une base d'un contrat de travail de 3 heures par jour! En Italie, la situation est difficile et le gouvernement ne fait rien pour nous aider”. (Italie)

L'absence de revenu n'est pas la seule cause de la pauvreté. On relève des problèmes dans plusieurs domaines ; la pauvreté est un phénomène pluridimensionnel.

“Les besoins et les exigences des personnes en situation de pauvreté ne sont pas surréalistes, ils sont justifiés. Nous avons droit à un logement décent, à un salaire décent et à un emploi décent. Nous devrions vivre dans la dignité et dans le respect. Le logement, l'emploi, la santé, l'éducation,... sont des droits qui ne sont pas réalisés!” (Pologne)

Pour couronner le tout, les problèmes relevés dans les différents domaines sont liés les uns aux autres. Par exemple, l'absence d'un revenu empêche d'accéder à un logement décent ; les soucis de santé vous empêchent d'accéder au marché de l'emploi. Une approche politique holistique et intégrée s'impose, qui tiendrait compte de cette complexité.

Les personnes en situation de pauvreté ne constituent pas un groupe homogène ; il est donc essentiel de tenir compte de cette diversité lors de l'élaboration de stratégies efficaces de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Parmi les groupes vivant en situation de pauvreté, on peut citer : les migrants, les enfants, les familles monoparentales, les personnes handicapées et les personnes souffrant de troubles mentaux. Tous ces groupes présentent des besoins spécifiques.

« En Grèce, la problématique des migrants n'a rien à voir avec le dossier financier ; les problèmes viennent du statut irrégulier des personnes concernées, de leur « inexistence » au sein de la communauté. Nous voulons assurer un avenir à nos enfants. »

« Dans mon pays, je touche un revenu minimum. Toute ma famille et moi-même devons vivre avec 500 euros. J'ai rempli une demande pour un logement social, mais je ne dispose pas de suffisamment de « points » pour l'obtenir. Alors, je vis dans un camp, un camp humide et c'est très mauvais pour la santé de mon épouse. Obtenir un logement social serait mira-



culeux. Aucune banque ne m'accorde de prêt, même si j'apporte une garantie : je suis victime de ségrégation parce que je suis Rom!" (Italie)

"Les familles monoparentales sont vulnérables. Au sein de ces familles, la pauvreté des enfants est une véritable menace. Il est difficile d'élever un enfant toute seule. Ces femmes sont victimes de discrimination, elles ne reçoivent aucune aide financière de la part du gouvernement. Si vous avez un mari, vous êtes mieux lotie que les mères célibataires" (Grèce).

Combien de personnes vivent en situation de pauvreté ? La recherche d'une méthode d'évaluation adéquate n'est pas facile et elle n'est pas innocente du tout. Les choix opérés dépendent de normes et de valeurs. Mesurer la pauvreté en fonction d'un seuil exige de poser un jugement à propos de ceux qui méritent l'aide de la société.

"Il n'y a qu'à travers des témoignages personnels que les responsables politiques peuvent comprendre ce qui se passe. Les responsables politiques devraient écouter les personnes en situation de pauvreté ; celles-ci ne se trouvent pas dans les statistiques ; les responsables politiques n'ont aucune idée précise de ce qu'est la pauvreté." (Portugal)

Il y a un double risque à mesurer la pauvreté. Le premier est le risque de définir un indicateur trop général. Par exemple, l'indicateur relatif aux ménages sans emploi pourrait englober tous les pensionnés. Nous ne devons pas assimiler la retraite à la pauvreté au risque de détourner l'attention politique des situations de pauvreté plus graves et plus urgentes.

"Lorsqu'on élargit les critères, on fait augmenter le nombre de personnes en situation de pauvreté et les objectifs deviennent moins ambitieux." (Belgique)

Le second risque viendrait d'indicateurs trop restrictifs. Par exemple, si on se concentre exclusivement sur la grande pauvreté, il est possible qu'on néglige les aides et les services s'adressant à un plus grand nombre de personnes en situation de pauvreté.

En outre, nous avons besoin d'indicateurs qui ne concerneraient pas la seule croissance économique, mais qui s'attarderaient sur la protection sociale des personnes. Ne prendre en considération que la croissance est une erreur, les indicateurs doivent permettre d'analyser la situation des personnes au sein de la société et sur leur bien-être.

On se souviendra probablement davantage de l'année 2010 comme l'année de la crise économique plutôt que comme l'Année de lutte contre la pauvreté

et l'exclusion sociale. Les effets de la crise captent toute l'attention des responsables politiques, certains d'entre eux allant jusqu'à déclarer que, lorsqu'on sera sorti de la crise, il n'y aura plus de pauvreté. Rien n'est moins vrai. La pauvreté existait bien longtemps avant l'actuelle crise économique.

"Les personnes en situation de pauvreté ne sont pas responsables de la crise et cette dernière n'est pas la cause de la pauvreté, elle l'a juste accentuée. Il y avait des personnes en situation de pauvreté avant la crise". (Slovénie)

En temps de crise, il est primordial d'investir dans les gens. Cela signifie qu'il faut éviter les coupes dans les aides et les services sociaux.

"N'oublions pas qu'en réponse à la crise, il est nécessaire de se doter d'une politique de cohésion sociale. La réalité est différente : l'on constate des coupes dans les services de base et les personnes en situation de pauvreté portent tout le poids de la crise. Toutefois, une analyse des origines de la crise montre que ce ne sont pas les personnes en situation de pauvreté qui l'on provoquée". (Royaume-Uni)

"Une partie de notre mission consiste à rappeler qu'on ne peut pas s'en sortir ni réaliser les objectifs de réduction de la pauvreté (en Europe et sur la scène internationale, les objectifs du millénaire pour le développement) si on se limite à des mesures de restrictions budgétaires. On ne relance pas l'économie sans répondre aux besoins quotidiens des gens et si on laisse la situation dégénérer." (Royaume-Uni)

Qui est disposé à lutter contre la pauvreté ?

La lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale est une lutte collective. Elle requiert les efforts de tout un chacun. Pour certains, il s'agit d'un devoir ; pour d'autres, d'une opportunité.

"On peut discuter de la participation jusqu'à la fin des temps, mais les personnes ne s'impliqueront jamais si elles ne se sentent pas représentées par leur gouvernement." (Irlande)

Même si des résultats ont été engrangés dans certains pays, il faut faire passer un message clair aux responsables politiques. Les détenteurs du pouvoir doivent davantage répondre de leurs actes. Ils doivent entreprendre des actions et assurer la visibilité de celles-ci.

Répondre de ses actes, cela signifie prévoir des mesures d'évaluation et de suivi. Afin d'encourager les responsables politiques à respecter leurs engagements, les propositions formulées devraient reposer

sur un travail de recherche, sur une discussion menée dans le cadre d'un processus participatif, tandis qu'un suivi sérieux des actions s'impose. Ainsi, les responsables politiques n'auront pas d'autre choix que de réfléchir à l'impact des politiques qu'ils mènent. Il est nécessaire d'impliquer les personnes concernées dans le suivi de leurs actions.

Certains responsables politiques avouent que, parfois, une pression de l'extérieur est nécessaire pour faire avancer le processus d'élaboration des politiques.

"Les personnes en situation de pauvreté devraient être davantage impliquées dans la préparation et la mise en œuvre des politiques. Seule la représentativité de leurs organisations reste sujette à questions" (France)

C'est également une question de communication : l'Union Européenne ne communique pas correctement à propos des actions qu'elle entreprend. Si certains pays européens mènent sans doute d'excellents projets, les informations à leur propos font défaut. En conséquence, les décideurs politiques devraient envisager de donner une meilleure visibilité à leurs actions.

La parole des personnes en situation de pauvreté est essentielle pour façonner la lutte contre la pauvreté. Nous avons l'occasion d'utiliser leurs expériences. Au lieu de rester passives et à la marge, les populations concernées veulent contribuer à la recherche de solutions.

"Nous ne sommes pas ici pour obtenir des privilèges, mais parce que c'est notre devoir en tant que citoyens". (Roumanie)

L'expérience des personnes en situation de pauvreté est une source inestimable d'informations qui permet de mettre au point des actions politiques plus adéquates et plus efficaces.

"Les responsables politiques sont détachés de la réalité. On ne parle pas la même langue". (Pologne)

"Collaborer est essentiel. Les ONG devraient être impliquées dans le travail parlementaire. Elles sont les plus à même de traduire les décisions politiques en actions pratiques au quotidien. L'implication des ONG est synonyme de stratégies plus efficaces". (Slovénie)

La participation à l'élaboration des politiques peut être organisée à différents niveaux.

Le niveau local présente un intérêt évident, car il se situe à plus petite échelle. Les questions à débattre sont plus proches des réalités quotidiennes et du cadre de vie des personnes en situation de pauvreté. L'instrument des « comités d'usagers » peut aider à structurer la participation des personnes en situation de pauvreté.

Le niveau européen peut également être porteur d'opportunités. Nous exigeons notamment que les personnes en situation de pauvreté soient au cœur de la Plate-forme européenne de lutte contre la pauvreté que l'on se propose de mettre en place. Parallèlement, des plates-formes nationales doivent voir le jour. Un véritable suivi des actions de ces plates-formes et une réelle participation des personnes en situation de pauvreté au sein de celles-ci garantirait la présence des personnes en situation de pauvreté à la table d'élaboration des politiques.

Afin d'éviter que la participation ne se limite à informer les populations une fois les décisions prises et les programmes mis en place, celle-ci doit se produire à toutes les étapes du processus d'élaboration des politiques.

Les avantages pour les participants

"Il y avait dans notre organisation une personne qui était sans-abri depuis plus de 20 ans. Via des efforts de médiation et d'accompagnement, on lui a offert un emploi permanent. Pour lui, c'était comme aller en prison. Dans notre groupe, il pouvait parler ouvertement de ses sentiments, il se sentait en confiance et cela l'aide beaucoup". (Autriche)

"Mon militantisme et mon engagement m'ont aidé à rompre mon isolement – à me sentir soutenu et à me rendre compte que l'union fait la force. Cela m'a également aidé à concevoir un projet cohérent de lutte contre la pauvreté – des solutions pratiques sont nécessaires. Faire partie d'un réseau, ça aide à avancer dans la vie – je veux me battre pour un monde meilleur". (Belgique)

Les avantages pour tous

"Dans les régions éloignées, on trouve, entre autres, des parents dont le parcours scolaire a laissé de mauvais souvenirs. Ils souhaitent offrir à leurs enfants de meilleures chances pour évoluer dans la société et pour réussir à l'école. Grâce à une confrontation mutuelle entre ces parents et les écoles, nous sommes parvenus à éviter les critiques mutuelles et à instaurer une collaboration constructive. Au bout du compte, tout le monde poursuit le même objectif : de meilleures chances pour nos enfants".

Il faut insister sur le rôle joué par les ONG. Bien évidemment, la société civile et les ONG ne sont pas très développées. Il faut investir dans les organisations pour nouer un dialogue.

"Les ONG peuvent faciliter le dialogue" (Pays-Bas)

"En Estonie, lorsqu'on parle d'implication, il est essen-



tiel que les ONG disposent de plus de pouvoir. Les actions entreprises par le troisième secteur débouchent d'office sur des résultats tangibles. Il est essentiel que les populations se rendent compte que quelque chose a changé dans leur vie".

Une culture du dialogue s'impose et, en conséquence, il faut mettre au point un processus d'apprentissage.

"La participation devrait s'inscrire dans le parcours éducatif et formatif. Comment un processus d'apprentissage mutuel peut-il nous mener à nouer un dialogue constructif ? Il est également essentiel de former des experts en matière de pauvreté et d'exclusion sociale." (Bulgarie)

Comment devrait-on lutter contre la pauvreté ?

« Pourquoi se fixer comme objectif d'aider 20 millions de personnes en situation de pauvreté à s'intégrer dans la société à l'horizon 2020, alors que 60 millions d'autres personnes restent exclues ? » (Slovaquie)

Afin de consolider les politiques de lutte contre la pauvreté, il conviendrait de mieux utiliser les instruments existants. Il s'agit par exemple de la Charte des droits fondamentaux, des Fonds européens, de l'application des textes de loi existants ou de l'Année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Les droits fondamentaux figurent noir sur blanc dans différentes conventions. Toutefois, pour les personnes vivant en situation de pauvreté, ces droits ne sont ni accessibles ni applicables.

"Par « participation » il faudrait entendre « donner à chacun la possibilité d'être informé et de revendiquer ses droits en déposant des plaintes. Existe-t-il une juridiction compétente en la matière ? L'information sur les droits doit être diffusée afin d'en assurer le respect"

"Si elles sont mieux informées, les personnes pourront mieux utiliser les services. Cela renforce leur amour-propre et leur confiance en elles. Cela peut avoir une incidence positive sur la manière dont sont traitées les personnes en situation de pauvreté » (Pays-Bas).

L'Année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale est un excellent instrument pour attirer l'attention sur cette problématique et pour la faire figurer à l'agenda politique.

"Nous souhaitons que les citoyens européens changent leur manière de voir les personnes en difficultés."

Il existe des financements pour les projets visant l'éradication de la pauvreté, mais souvent, ceux-ci sont limités dans le temps et les résultats doivent être engrangés sur une trop courte période. Après chaque

évaluation positive, davantage de financements devraient être alloués sur le long terme.

"Solliciter des financements européens est une bonne idée. Toutefois, nous constatons une certaine bureaucratie administrative qui cause quelques soucis. Nos capacités à utiliser ces fonds comme il se doit sont limitées". (Bulgarie)

L'écart entre les lois existantes et la mise en application de ces lois doit disparaître.

"Il existe un écart entre l'urgence de la situation et les objectifs de l'UE. On constate également un fossé entre les théories (lois, droits) et la réalité des personnes en situation de pauvreté. Les lois et les droits ont beau exister, ils ne sont pas toujours respectés. Il est grand temps de veiller à ce que ces lois soient appliquées et que les personnes en situation de pauvreté aient accès à leurs droits dans leur vie quotidienne".

La pauvreté est un problème pluridimensionnel. Pour avoir un impact, les actions doivent se mener dans plusieurs domaines, dont le logement, le revenu et la pauvreté des enfants.

Le logement: les participants citent comme problèmes la faible qualité des logements, ainsi que le coût des loyers et des propriétés immobilières

"En Suède, il n'y a pas de logements pour tous ; donc les loyers grimpent. S'il y avait suffisamment de logements pour tout le monde, les loyers ne seraient pas aussi élevés qu'aujourd'hui" (Suède).

Au-delà du logement, le cadre de vie est également important. Les participants plaident en faveur de cadres sociaux sûrs offrant une chance et des opportunités aux enfants.

"Tout travail de rénovation doit mettre l'accent sur le prix raisonnable du logement. Des mécanismes de contrôle et d'évaluation devraient être mis en place pour éviter la spéculation, qui vise à expulser les gens de certains quartiers. Un autre problème est lié aux risques de ghettoïsation". (Belgique)

"Nous voulons des logements décents et sûrs dans un cadre social sécurisé. Les quartiers jouent un rôle déterminant. Nous voulons un environnement tourné vers l'avenir". (Pays-Bas)

La longueur des temps d'attente dans les centres d'accueil pour sans-abris est inacceptable.

"Les responsables politiques ne comprennent pas ce que signifie un logement décent parce qu'ils vivent dans des logements confortables – ils ne savent pas ce que cela signifie d'élever un famille dans un loge-

ment surpeuplé et ils méconnaissent l'impact que cela exerce sur les résultats scolaires et sur d'autres facteurs". (Royaume-Uni)

Une fois un logement garanti, on ne peut oublier la question de l'accès à une fourniture d'énergie abordable.

"Un autre problème est posé par un chauffage adapté. Souvent, les logements sont tellement vieux que les frais de chauffage s'envolent véritablement – pour les personnes qui possèdent des compteurs prépayés, la situation va de mal en pis. Les conséquences sur la santé sont évidentes. Ceux qui veulent réduire les coûts devraient aider les populations à vivre dans des logements décents, car un logement décent entraîne une diminution des coûts des carburants et de la criminalité". (Royaume-Uni)

"Les coûts du chauffage et de l'énergie poursuivent leur envolée et atteignent parfois des niveaux tels que des familles entières sont expulsées de leur logement. En Pologne, l'hiver dernier, 2000 personnes sont mortes à cause du froid. Il conviendrait de fixer un plafond maximal pour les coûts énergétiques et les expulsions devraient être interdites." (Pologne)

Le revenu: les inégalités au sein de la société sont évidentes à la lecture des différences de revenus entre les plus riches et les plus pauvres. Non seulement les personnes en situation de pauvreté peinent pour survivre, mais elles doivent également subir les humiliations que leur imposent leurs mauvaises conditions de vie. Des dettes à des taux d'intérêt scandaleusement élevés sont contractées pour acheter des biens de première nécessité tels que la nourriture. En conséquence, le débat sur le revenu minimum adéquat pour une vie décente ne peut plus rester sans réponse. Le temps est venu d'agir.

"D'après de nombreux gouvernements, le moment n'est pas opportun pour revendiquer une augmentation des aides sociales. Nous devons réfuter cette position. Les économistes soutiennent l'idée selon laquelle les dépenses sociales ne constituent pas un coût mais un investissement. Préconiser aux gouvernements des coupes dans les dépenses sociales est contraire aux objectifs de la Stratégie Europe 2020. De plus, augmenter le revenu minimum permettrait d'injecter davantage d'argent dans l'économie. Les personnes en situation de pauvreté en ont besoin pour des choses essentielles – le chauffage... etc. Augmenter le revenu minimum peut être bénéfique pour l'économie du pays." (Belgique)

"Chaque citoyen devrait pouvoir accéder aux services

financiers. Avant la prochaine Rencontre des personnes en situation de pauvreté, la Commission Européenne va prendre des initiatives visant à garantir l'accès à des services financiers de base". (un responsable politique européen)

"Les mères célibataires sont souvent prêtes à travailler comme bénévoles – la société n'offre pas toujours du travail à tout le monde. La société profite du travail des bénévoles ; dès lors, il conviendrait d'envisager de rémunérer ces personnes pour le travail précieux et utile qu'elles effectuent". (Grèce)

La pauvreté des enfants : les enfants sont notre avenir et la pauvreté des enfants est une préoccupation majeure pour quiconque est impliqué dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Ce qui pousse les personnes en situation de pauvreté à aller de l'avant dans la vie, c'est le souhait d'offrir un avenir meilleur à leurs enfants. Il conviendrait de s'attaquer aux mécanismes structurels d'exclusion afin de façonner un cadre durable dans lequel les enfants pourraient grandir.

"Les enfants constituent un groupe vulnérable et non protégé au sein de la société. Ils ne peuvent rien faire pour se sortir de la pauvreté. Il est essentiel de repérer les problèmes le plus tôt possible. L'éducation est une question centrale : en Estonie, de nombreux étudiants décrochent. Nous devrions repérer les enfants qui ont besoin d'aide de manière très précoce. Il existe des étapes plus sensibles dans le développement de chaque enfant. Aucun talent ne devrait être négligé!" (Estonie)

L'accès à l'éducation est une condition centrale si nous voulons investir dans un avenir meilleur.

" En milieu rural, les écoles ferment parce que la population s'en va...dès lors, il est fréquent, à l'école primaire, d'avoir des classes uniques composées d'enfants de 6 à 10 ans. Les écoles privées ont de plus en plus de succès et l'école publique est dépourvue de moyens. Nous avons besoin d'un enseignement de qualité pour tous!" (Roumanie)

Il est essentiel de rompre le cycle de la pauvreté. La pauvreté des enfants est une problématique familiale, qui concerne notamment les parents célibataires et les parents isolés. Elle va de pair avec des problèmes familiaux tels que l'accès aux services sociaux, l'accès à l'éducation, le revenu décent, l'emploi et le fait de ne pas disposer de papiers. Les politiques de lutte contre la pauvreté des enfants devraient soutenir les familles car, quelle que soit la forme qu'elles prennent, elles sont le moteur de la société.



“Nombreuses sont les personnes obligées de quitter leurs fils, leurs filles ou leur famille entière à la recherche d’un emploi en Europe occidentale. Ces enfants doivent composer avec cette immense perte et grandir seuls sans recevoir l’aide dont ils ont besoin. Cela peut également provoquer des troubles mentaux. L’UE doit soutenir les familles car la famille est le moteur de la société”. (Lituanie)

L’accès aux services sociaux est une stratégie qui permet d’améliorer la situation des familles, mais cet accès n’est pas garanti pour tous.

“Les guichets uniques présentent une grande utilité. Actuellement, les services sont nombreux et il n’est pas facile de comprendre à quel service il faut s’adresser pour recevoir de l’aide. Le système devrait être simplifié pour une meilleure vue d’ensemble. L’objectif est d’éviter d’humilier les personnes qui sollicitent de l’aide.” (Grèce)

Il est évident que les lacunes dans la protection et l’aide que les personnes en situation de pauvreté reçoivent de l’état sont compensées par la solidarité informelle. Nous ne pouvons pas tolérer que ce soit la seule manière de survivre au quotidien.

“Dans notre organisation (une agence de protection de l’enfant), nous offrons des repas chauds aux enfants de familles en situation de pauvreté (pendant les congés scolaires, ils ne reçoivent pas de repas chauds). Certains d’entre nous y travaillent comme bénévoles, car nous sommes nous-mêmes chômeurs”. (Estonie)

Principales priorités pour la prochaine décennie

Chaque atelier est invité à définir deux priorités clés pour les dix prochaines années. Cet exercice suscite des débats intéressants et permet de dégager des tendances communes à tous les ateliers, notamment :

- Les délégués insistent sur la nécessité d'une "pensée globale". Les personnes touchées par la pauvreté et l'exclusion sociale sont des êtres humains, leur vie n'est pas fragmentée ; les besoins en matière d'éducation, de santé, d'emploi et de logement sont tous liés. La pauvreté est une injustice et les personnes en situation de pauvreté exigent que leurs droits humains, tous leurs droits humains, soient respectés. Ceux-ci ne peuvent pas être décomposés en petits morceaux. La plupart du temps, dans le cadre de leur travail, les responsables politiques, les universitaires, les travailleurs sociaux subdivisent les réalités en plusieurs catégories de pénuries ou de problématiques. Peut-être est-ce la manière de travailler la plus efficace ; ce faisant, les personnes en situation de pauvreté éprouvent des difficultés à parler de leur réalité de manière globale.
- Quand on souhaite développer ou instaurer la participation (ou une plus grande participation), par quel bout doit-on commencer ? Ces questions ont été débattues par plusieurs ateliers. Les délégués semblent partager l'idée que la participation doit commencer au niveau local, avant de s'étendre au niveau régional, national et, enfin, au niveau européen. En d'autres termes, les délégués reconnaissent que le travail ne manquera pas « au niveau local », avec l'aide des ONG et dans un esprit d'ouverture et de coopération avec les responsables politiques.
- Enfin, les participants répètent de manière appuyée que les personnes en situation de pauvreté sont fortes lorsqu'elles réfléchissent et travaillent ensemble, à tous les niveaux, lorsqu'elles ont la chance de mutualiser leurs expériences, lorsqu'elles peuvent apprendre les unes des autres, quels que soient les aspects de la pauvreté qui les affectent.

Les priorités définies dans chaque atelier sont présentées lors de la dernière plénière ; elles sont notées sur les faces de différents cubes qui seront empilés les uns sur les autres afin d'ériger le « mur des priorités » pour les années à venir. Les priorités définies sont formulées de la manière suivante:

Nous voulons un revenu minimum adéquat pour une vie décente pour tous, surtout pour les familles.

Comme héritage de l'Année européenne 2010, il faudrait que tous les acteurs concernés soient parties prenantes de la Plate-forme européenne de lutte contre la pauvreté, avec, au centre, les personnes en situation de pauvreté.

Garantir l'accès aux droits fondamentaux tels que le logement, l'emploi, le revenu minimum, l'éducation, la santé et la culture et éliminer toutes les barrières et les obstacles qui l'entravent

Garantir la participation effective des personnes concernées dans l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des politiques publiques.

L'approche de la pauvreté ne doit pas être fragmentée. Il est indispensable de lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale dans le cadre d'une approche globale.

Les priorités de la lutte contre la pauvreté sont :

- *augmenter l'offre de logements, surtout de logements sociaux*
- *tenir compte de la famille*
- *soutenir les personnes handicapées*
- *faciliter l'accès à l'emploi*
- *faciliter l'accès aux services*
- *la migration*
- *la participation*
- *l'égalité et des droits pour tous!*
- *construire une Europe pour tous!*
- *ne pas faire payer le prix de la crise aux personnes en situation de pauvreté!*
- *mettre un terme aux inégalités (dans la pratique)*
- *placer les personnes au centre!!! Les gens d'abord!!!*
- *assez de blabla!!!*
- *la pauvreté est aussi importante que le réchauffement climatique au niveau mondial!!!*

Un revenu minimum pour une vie décente et une participation active. Nous avons besoin de la participation pour définir ce qu'est une vie décente.

Le gouvernement doit se montrer responsable et ne pas procéder à des coupes dans les budgets sociaux ; il doit trouver des instruments permettant aux citoyens de vivre dans la dignité.



Les dirigeants politiques devraient être tenus responsables de toutes leurs décisions. Pour ce faire, il est essentiel que les décisions se basent sur des travaux de recherche, qu'elles soient le fruit d'un processus participatif et que les avancées dans la réalisation des objectifs soient suivies de près, sur base d'indicateurs convenus ensemble.

Les politiques sociales doivent se concentrer prioritairement sur les enfants en tant que tels et dans leur qualité d'adultes de demain. Si on répond aux besoins des enfants, on répond aux besoins de tous les êtres humains. Le bien-être et l'inclusion sociale des enfants doivent être envisagés dans toutes leurs dimensions.

La participation: nous voulons recevoir davantage d'informations afin de pouvoir participer à la réflexion, aux discussions, à l'élaboration des politiques ainsi qu'aux processus décisionnels.

Le logement: chaque citoyen européen devrait avoir le droit de vivre dans un logement abordable et de bonne qualité dans un cadre socialement sûr et avoir accès à des services publics abordables (eau, gaz, électricité).

Le droit à un revenu minimum adéquat devrait être mis en application par tous les gouvernements nationaux.

Cessons de réduire les budgets sociaux et les services essentiels ; encourageons plutôt la redistribution, les investissements sociaux et l'accès à des emplois de qualité, afin d'investir dans l'avenir de tous.

Panel et discussion

Jose Manuel Fresno (Président du Conseil espagnol pour l'égalité des chances et la non-discrimination) préside la séance et invite chacun des quatre membres du panel à réagir au résumé des conclusions des ateliers, ainsi qu'aux demandes des délégations.

Juan Mato, Directeur général en charge de la Politique sociale, de la Famille et de l'Enfance au sein du Ministère espagnol de la Santé et de la Politique sociale

M. Mato a entendu l'appel adressé aux responsables politiques pour que ceux-ci assument la responsabilité de leurs décisions. Il ajoute qu'il est particulièrement important d'expliquer les décisions prises pendant l'Année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion. Il conviendrait d'établir le lien entre ces décisions et les droits. Il est essentiel d'assurer l'accès aux droits et aux services pour que chacun puisse vivre dans la dignité. Il poursuit en faisant référence à la crise économique et précise que l'objectif est d'en sortir dans le respect des droits sociaux. Au cours de la présente décennie, nous devrions concrétiser les droits des personnes, des droits que chacun pourrait revendiquer.

Robert Verrue, Directeur général, DG Emploi, Affaires Sociales et Egalité des Chances, Commission européenne

D'après M. Verrue, les conclusions de la conférence contribueront à l'élaboration des politiques à venir. Les priorités, présentées par les délégués des ateliers sur la forme de cubes, doivent être entendues ; il conviendrait maintenant de les détailler. Par exemple, la différence qui a été établie entre le salaire minimum et le revenu minimum est très éclairante. Il reconnaît que, si les droits existent, il reste difficile de les faire valoir. Jouir de droits, c'est une chose, mais ces droits doivent également être compréhensibles et accessibles. Nous avons besoin de droits tangibles.

Ludo Horemans, Président d'EAPN

Mr Horemans poursuit en soulignant deux tendances qui se dégagent dans le point de vue exprimé par les personnes en situation de pauvreté. Tout d'abord, les droits fondamentaux sont essentiels, mais comment y

accéder et comment les appliquer ?

Ensuite, la pauvreté touche à tous les aspects de nos vies et ne peut être réduite à un seul domaine. La participation est primordiale, nous sommes des êtres humains et c'est la raison pour laquelle nous ne voulons pas nous aliéner des autres, mais au contraire, nous souhaitons être pris au sérieux. Cela s'applique à toutes les catégories de personnes : familles monoparentales, migrants et enfants. Les enfants ont le droit de grandir dans une famille et, par conséquent, nous devons investir pour trouver une solution à la pauvreté.

Force est également de constater que la pauvreté détruit les gens de l'intérieur et qu'elle anéantit les efforts déployés pour survivre.

Puisqu'il est si important de garantir la participation des personnes en situation de pauvreté dans la société, M. Horemans souhaite présenter une recommandation politique spécifique allant dans ce sens. Actuellement, les responsables politiques peaufinent les détails d'une Plate-forme européenne de lutte contre la pauvreté. Les personnes en situation de pauvreté devraient former son noyau dur. La Plate-forme européenne doit, selon M. Horemans, s'accompagner de plates-formes nationales. La Rencontre annuelle des personnes en situation de pauvreté ne peut pas rester un événement isolé, mais doit s'intégrer dans ce processus. Si la chance nous sourit, l'année prochaine, une nouvelle étape sera franchie, car pour l'instant, le suivi des propositions laisse à désirer.

Aurelio Fernández López, Président du Comité Protection Sociale

M. Fernández López explique brièvement le rôle du Comité de Protection Sociale. Il précise, à propos des droits sociaux, que parler de droits, c'est également parler de stratégies et d'actions. Par exemple, il conviendrait de consolider l'accès à la protection sociale et aux services financiers.

Il prend acte des demandes concernant des systèmes de revenu minimum adéquats, tout en avertissant que cette voie sera semée d'embûches. En effet, même si la crise a mis en évidence le rôle de stabilisateur automatique joué par les mécanismes de protection sociale, il sera difficile de convaincre qu'il s'agit là d'un investissement positif. Il souligne qu'il n'est pas bon de limiter les initiatives uniquement aux stratégies pour l'insertion des personnes sur le marché de



l'emploi ; c'est la raison pour laquelle il est nécessaire de défendre une stratégie européenne de protection sociale et d'inclusion sociale plus vaste.

Interventions des délégués

Suite à ce premier panel d'interventions, le Président invite les délégués à contribuer au débat. Presque toutes les délégations nationales font une intervention. Les thèmes abordés sont très variés. En voici un bref aperçu :

- Les familles monoparentales ne reçoivent aucun soutien du gouvernement. Il devrait y avoir un revenu minimum par tête d'habitant, y compris pour les enfants. Au Luxembourg, une bonne pratique est en cours de réalisation.
- On remarque que tous les intervenants qui ont promis d'être présents sont bien là ; on nous prend enfin au sérieux.
- La redistribution est essentielle: il devrait y avoir des aides sociales pour tous. Actuellement, les aides sociales subissent des coupes parce qu'elles concernent les personnes les plus faibles. Les Rencontres nous donnent plus de force et nous reviendrons chaque année pour revendiquer nos droits. Ce n'est pas de notre faute si les gouvernements n'ont pas d'argent.
- On s'inquiète et on craint que les responsables politiques ne dépensent plus d'argent pour le social. Qu'en est-il par exemple de la surpopulation carcérale (Italie) ? On devrait nous informer et nous associer aux réflexions sur les modes de dépenses.
- La participation des personnes vulnérables doit être intégrée dans les structures européennes, à toutes les étapes (planification, mise en œuvre, suivi et évaluation).
- Les groupes invisibles, ça existe ; par exemple, les groupes qui vivent dans les camps. Les politiques européennes doivent d'attaquer à la problématique de l'immigration.
- Les ONG éprouvent des difficultés à accéder aux financements européens à cause de l'excès de bureaucratie; les financements devraient être plus accessibles.
- Les projets européens ne peuvent pas durer plus de trois ans : leur durée devrait être allongée.
- Seuls, nous sommes vulnérables ; ensemble, nous le sommes moins.
- Les responsables politiques ne sont pas suffisamment présents; nous devrions échanger nos opinions et partager une énergie positive.
- Les services sociaux devraient être financés par les gouvernements.
- L'hygiène dentaire devrait être une des priorités premières parce que personne ne souhaite recruter quelqu'un qui a de mauvaises dents.
- On ne se concentre toujours pas sur l'Europe sociale !
- Les responsables politiques disent que nous devrions détailler nos propositions, mais l'information est déjà disponible. Les propositions existent depuis des années ! Ce dont nous avons besoin, c'est d'une volonté politique pour les mettre en route.
- La lutte contre la pauvreté devrait être plus ambitieuse et ne pas se contenter d'aider 20 millions de personnes.
- Nous devons lutter contre la pauvreté. Les droits existent sur papier, mais pas dans la réalité.
- Les responsables politiques souhaitent lutter contre la pauvreté, mais ils ne doivent pas la combattre en restant dans leur bureau : ils devraient venir dans nos associations.
- Perdre son emploi lorsqu'on est âgé de 50 ans est une catastrophe, d'autant plus en temps de crise.
- Il faut lutter contre la corruption : la législation devrait être beaucoup plus contraignante. La règle du droit devrait être motivée. Nous avons besoin d'une politique sociale plus stricte et d'une lutte plus acharnée contre la criminalité économique.
- En Lituanie, on essaie de parler des problèmes posés par la méthadone. Des gens meurent à cause de la méthadone, mais le gouvernement continue à investir dans des programmes de substitution à la méthadone sans savoir s'ils fonctionnent.
- Les services sociaux et le monde des entreprises devraient se parler.
- La parole des personnes en situation de pauvreté doit être entendue. Les rapports et les rencontres ne doivent pas être utilisés pour retarder les actions.
- La participation est le moteur de la lutte contre la pauvreté. Elle devrait être garantie par la loi.
- Il conviendrait d'accorder davantage d'attention aux personnes handicapées (cfr les obstacles à l'emploi). Un changement de mentalités est égale-

Réflexions finales des membres du panel

ment nécessaire : arrêtons de traiter ces personnes comme des enfants qui ne peuvent pas s'assumer.

- Chacun devrait être reconnu comme un être humain.
- La présente rencontre devrait nous aider à assurer un suivi et à améliorer nos vies. Les personnes en situation de pauvreté n'ont plus le temps d'attendre.
- Les droits sont un instrument permettant d'atteindre un but. Les droits et les obligations vont de pair. Pourquoi n'obtient-on pas un revenu minimum au niveau européen ?
- La Bulgarie, si on prend en compte le seuil de 60% du revenu médian (250 euros), est aussi pauvre que l'Allemagne ; en réalité, elle est dix fois plus pauvre que l'Allemagne. Il faut faire preuve de prudence lorsqu'on utilise ce genre de mesure.
- En Finlande, le système des allocations familiales est assimilé à un revenu et par voie de conséquence, les autres aides sociales sont réduites. C'est injuste.

M. Verrue insiste : c'est avec grande attention que les responsables politiques ont écouté tous les messages. En dix ans, les choses ont évolué. Auparavant, il n'y avait pratiquement pas de débat sur la pauvreté. Les Rencontres ont permis de trouver la bonne voie.

M. Fernández López souligne que la pauvreté augmente, même en période de croissance (par exemple, la période 2005-2007). Il se félicite qu'il y ait pour la première fois un objectif chiffré de réduction de la pauvreté au niveau européen. Dans la mesure du possible, il devrait être utilisé comme un nouvel outil.

M. Mato rappelle les objectifs de la Stratégie Europe 2020 ; il exhorte tout un chacun à jouer un rôle actif au sein de la société afin de contribuer à leur réalisation. Ce ne sont pas les seules forces économiques qui doivent faire pression, mais EAPN, la Plate-forme Sociale et les autres acteurs sociaux devront également jouer un rôle plus important. Si la majorité sociale se serre les coudes dans la lutte contre la pauvreté, nous pourrions avancer.

M. Horemans demande à chacun des Etats membres de mettre en œuvre la recommandation sur l'inclusion active. Elle concerne le revenu minimum adéquat, le marché de l'emploi inclusif et l'accès à des services de qualité. Il souligne que la Commission a un rôle important à jouer dans le suivi des actions entreprises par les Etats membres pour appliquer les principes convenus. Il déclare qu'EAPN est convaincu qu'il faut aller plus loin et introduire une directive cadre sur les systèmes de revenu adéquat. La crise économique ne peut pas servir d'excuse pour faire stagner les aides sociales/revenu minimum. Plusieurs économistes le disent : c'est possible et c'est souhaitable.

Séance plénière de clôture

Erzsebet Barta, Ministère des Affaires Sociales, Hongrie

Mme Barta donne un aperçu des politiques sociales en Hongrie. L'inclusion sociale et la lutte contre la pauvreté relèvent du Ministère de l'Administration publique et de la Justice. Au cours de la prochaine décennie, la priorité du pays sera la création d'emplois.

Au niveau européen, l'objectif chiffré de réduction de la pauvreté ne repose pas sur un seul et unique indicateur. En effet, elle se félicite que l'objectif chiffré tienne également compte des ménages sans emploi et de la privation matérielle. Elle considère que cela



permettra de ne pas perdre de vue la vulnérabilité de toutes les personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale. Elle souligne également la nécessité de s'attaquer à la pauvreté des enfants. Elle ajoute que, dans de nombreux pays, un accent particulier doit être placé sur la situation des communautés Roms. Elle est impatiente de collaborer avec la plate-forme européenne de lutte contre la pauvreté et espère que celle-ci fera avancer la lutte contre la pauvreté.

Elle considère les Rencontres européennes des personnes en situation de pauvreté comme un événement unique. En effet, les personnes en situation de pauvreté peuvent y parler de leurs expériences et échanger leurs pratiques. Elles ont le mérite de permettre un échange de bonnes pratiques et de consolider la coopération entre les acteurs. Elle s'engage à garantir la poursuite de ce dialogue et annonce que la Hongrie organisera la prochaine rencontre, qui sera la 10^{ème} Rencontre des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale.

Philippe Courard, Secrétaire d'état à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, Présidence belge de l'UE

M. Courard rappelle que la première Rencontre des personnes en situation de pauvreté a été organisée pendant la Présidence belge de 2001. A l'époque, ces personnes étaient exclues des processus décisionnels. Désormais, les choses ont changé et il existe une obligation annuelle d'organiser les Rencontres européennes. Au fil des ans, davantage de personnes en situation de pauvreté se sont engagées et ont pris la parole ; voilà une excellente chose. Nous encourageons un échange de contenus entre les personnes en situation de pauvreté et les responsables politiques, même si cela n'est pas encore suffisant. L'audit a montré que 80% des responsables / décideurs politiques, qui ont pris part aux Rencontres, en ont tiré des enseignements. Les choses évoluent donc dans le bon sens.

M. Courard souligne que nous avons échoué dans notre tentative de réduire la pauvreté à l'horizon 2010; au contraire, celle-ci a connu une augmentation. Le nouvel objectif chiffré défini au niveau européen n'est pas suffisant. Chacun devra jouer son rôle afin de pouvoir dépasser cet objectif. La Table Ronde sur l'inclusion sociale et la seconde rencontre européenne des ministres en charge de la réduction de la pauvreté, qui se dérouleront en octobre, nous offriront pareille opportunité.

Les rencontres et les discours doivent nécessairement s'accompagner de résultats tangibles. Le Secrétaire d'Etat s'engage à les engranger tout au long de la présidence belge.

Juan Mato, Directeur général en charge de la Politique sociale, de la Famille et de l'Enfance, Ministère espagnol de la Santé et de la Politique sociale

La Présidence espagnole est convaincue de l'utilité de la Rencontre. M. Mato souligne l'importance de l'objectif chiffré de réduction de la pauvreté dans le cadre de la Stratégie Europe 2020. Il ajoute que les résultats de la Présidence sont encourageants, tout en précisant que les différents acteurs ont contribué à cette réussite: les ONG, les gouvernements, la présidence. Toutefois, il souligne qu'au cours des prochains mois et des prochaines années, nous devons maintenir notre engagement afin de tirer le meilleur parti des opportunités offertes par la Stratégie Europe 2020 et par les résultats engrangés au cours de l'Année 2010.

Il clôture la Rencontre en remerciant toutes les délégations pour leur travail acharné, ainsi que tous ceux et toutes celles qui ont contribué à la réussite de cette 9^{ème} Rencontre. Il présente ses remerciements au Parlement Européen, à la Commission Européenne, au Conseil Européen, au Comité organisateur et à EAPN pour leur contribution spécifique. Il conclut en soulignant l'importance de la coopération menée dans le cadre du Trio des présidences (espagnole, belge et hongroise). En effet, cette collaboration a donné plus de continuité et de suivi aux priorités respectives des 3 Présidences.

Liste des participants

Autriche	Michael	SCHUTTE	Augustin Strassenzeitung
	Johannes	JEIHS	SHG Fmisl
	Frieda	STOCKINGER	AHA Arbeitlose helfen Arbeitlosen
	Rudolf	LEHNER	Augustin Strassenzeitung
	Maria	KRISAN	Öster.Plattform für Alleinersiehende
Belgique	Paul	VAERNEWYCK	EAPN Belgium
	Mickaël	RENAULT	Miroir Vagabond
	Marie - Louise	DECROOCK	APGA
	Daniël	MEULEMAN	T'Hope Roeselaere
	José	PASCAL	DAL Liège
Bulgarie	Aleksander	NIKOLOV	EAPN Bulgaria
	Sabri Levterov	ASIPOV	EAPN Bulgaria
	Sabri Shukriev	ASIPOV	EAPN Bulgaria
	Sotir Georgiev	HRISTOV	EAPN Bulgaria
	Ekaterina Pavlova	HRISTOVA	EAPN Bulgaria
République tchèque	Alzbeta	FONTIOVA	Rozkos bez rizika
	Lenka	MAZACOVA	PODANE RUCE
	Erik	NEDBAL	PODANE RUCE
	Mazac	FRANTISEK	PODANE RUCE
Chypre	Ninetta	KAZANTZIS	EAPN Cyprus
	Eleni	APOSTOLIDOU	EAPN Cyprus
	Chrystalla	DEMETRIOU	EAPN Cyprus
	Efrosini	APOSTOLIDOU	EAPN Cyprus
Danemark	Anne Sofie	BAY-PETERSEN	SAND
	Leif	JENSEN	SAND
	Per	KRAGH	SAND
	René	KOHN	SAND
	Jesper	LAURITZEN	SAND
Estonie	Mere	KART	EAPN Estonia MTÜ
	Anu	TOODU	EAPN Estonia MTÜ
	Ervin	TOPAASIA	EAPN Estonia MTÜ
	Ervet	KIOLEIN	EAPN Estonia MTÜ
Finlande	Veikko	VAISANEN	Kalliola settlement
	Kari	LEHTONEN	
	Tuula	KUUSISTO	
	Piia	HILANDER	
	Arja	TYYNELÄ	
France	Sylvie	LISSE	Association Action
	Patricia	BRAPHA	GEM Mine de Rien Casa
	Houari	BRAHIMI	
	Ali	ALLAOUI	
Allemagne	Robert	SCHMIEDL	
	Brigitte	HUGET	Dfb Brandendenburg e.V LV
	Jens E	SCHROTER	Institut für Angewandte Armut
	Wolfgang	KREBS	BAG Schuldnerberatung
	Frank	WERNER	MoB e.v Strassenfeger
	Jurgen	WEBER	Hartz iv Betroffene e.V
Grèce	Maria	KALDANI	EAPN Greece
	Marie	VANGELA	Social Work Foundation
	Giannoula	MAGKA	
	Hawanatu	SANKOH	
	Fani	DINOPOULOU ZAZIMAKI	ARSIS - Association for the social Support of Youth



Hongrie	Attila	MESTER	Hungarian Anti Poverty Network
	Eva Maria	SZARVAK	Hungarian Anti Poverty Network
	Melinda	SZEMES	Hungarian Anti Poverty Network
	Marianna	VERES	Hungarian Anti Poverty Network
	Maria	SZEKELYHIDINE BUCSAK	Hungarian Anti Poverty Network
Irlande	Kay	LYNCH	EAPN Ireland
	James	MCKEON	EAPN Ireland
	Joan	COURTNEY	EAPN Ireland
	Annie Mary	CONNORS	EAPN Ireland
	Olga	DUBYNA	EAPN Ireland
Italie	Palaia	ANTONINO	Piazza Grande
	Carlo	MELE	Caritas Diocesana Avellino
	Mirko	GRGA	Cooperative Ermes
	Sabrina	EMILIO	A.S.C. Europa
	Giuseppe	BATTAGLIA	Cooperative Arcobaleno
	Marco	ALIOTTA	Caritas Trieste
Lettonie	Elina	ALERE	SKALBES EAPN
	Lasma	KRONBERGA	Veclaicenes Avotins
	Anita	INDRIKSONE	Pinki Community
Lituanie	Vaida	BARANAUSKAITE	Baltic Foundation HPI
	Zenonas	ANUSUSKAS	Eiciunai Community Center
	Gema	LAUKEVICIENE	Lithuanian Red Cross
	Janina	BREINEIZERIENE	«My Guru» project of social support
Luxembourg	Mireille	CONRATH	Päerd's Atelier ASBL
	Sandrine	APOURT	CFFM Femmes en détresse
	Urszula	SUS	CFFM Femmes en détresse
Malte	Holger	SALIBA	Anti Poverty Forum
	Ernest	CHERRETT	Caritas Malta
	Angela	COPPINI	Caritas Malta
	Shirley	MUSCAT	Richmond Foundation
Pays Bas	Alida	SMEEKES	EAPN NL
	Nathalie	HEXSPOOR	EAPN NL
	Lilian	VREESWIJK	EAPN NL
	Richard	LISSENBERG	EAPN NL
Norvège	Vigdis	VON ELY	Verlferdsalliansen
	Knut	BJERKAN	Verlferdsalliansen
	Ranita	ERSTAD	Verlferdsalliansen
	Camilla	WINTERBOTTOM	Velferdsalliansen
	Anna	GENFELDT	Velferdsalliansen
Pologne	Anna	OSINSKA	ATD Fourth World Poland
	Lidia	LEWANDOWSKA	BLISKO DZIECKA
	Adam	KUKLINSKI	ATD Fourth World Poland
	Dariusz	GANCARZ	ATD Fourth World Poland
	Rafal	KITEK	MONAR

Portugal	Rui	LOPES	Rede Europeia Anti Pobreza - EAPN Portugal
	Pedro	GONCALVES	Nucleo Distrital de Santarem da rEAPN
	Marcia	REVERENDO	Nucleo Distrital da Guarda da rEAPN
	Adelia	FERNANDES	Nucleo Distrital de Setubal da rEAPN
	Rui	COSTA	Nucleo Distrital de Aveiro da rEAPN
Roumanie	Christina	LOGHIN	EAPN Romania
	Ana Mirela	NICOLESCU	EAPN Romania
Slovaquie	Slavomira	MAREKOVA	SAPN
	Stanislav	JAROS	SAPN
	Eva	RACICKA	SAPN
	David	KORCKOVSKY	SAPN
Slovénie	Ibrahim	NOUHOUM	Zavod Risi EAPN Slovenia
	Ivan	CENCELJ	Zavod Risi EAPN Slovenia
	Jadranka	GLAVAC	Zavod Risi EAPN Slovenia
	Miroslava	NOVAK	Zavod Risi EAPN Slovenia
Espagne	Driss	SADI	ACCEM - EAPN CLM
	Jordi	IBANEZ	Associacion Bienestar y Desarrollo
	Jennifer Karina	CHAVEZ BARAHONA	Valdocco(Huelva) EAPN Andalucia
	Saida	RAMI	Melilla Acoge - EAPN
	Santa	MINGUEZ SANJUAN	UCA-EAPN Valencia
	Manuela	PEREZ CAMACHO	COCEMFE
	Luis	GONZALEZ RAMOS	COCEMFE
Suède	Raimo	NORRGRAN KETIL	Verdandi
	Rasken	ANDREASSON	Verdandi
	Dan	NILSSON	Verdandi
	Bengt	KARLSSON	Verdandi
	Mari	NORDSTROM	RFHL
Royaume Uni	Twimukye	MUSHAKA	The Poverty Alliance - Scotland
	Maureen	DRENNAN	The Poverty Alliance - Scotland
	Heather	GOWANS	The Poverty Alliance - Scotland
	Innocent	JAKISA	The Poverty Alliance - Scotland
	Ann	RAMSAY	The Poverty Alliance - Scotland
EQUIPES D'ANIMATION	Ruth	OWEN	FEANTSA
	Letizia	CESARINI SFORZA	CILAP EAPN Italia
	Paul	GINNELL	EAPN Ireland
	Heather	ROY	Eurodiaconia
	Robert	URBE	Caritas Luxemburg
	Josée	GORIS	PPS Social Integration - Belgium
	Pauline	GEOGHEGAN	EAPN
	Marie	GUIDICELLI	Fondation de l'Armée du Salut - France
	Laura	CALVANELLI	Caritas Firenze - Italy
	Maria	HERMANS	Welzijnszorg vzw - Belgium
	Léopold	VERECKEN	
	Olivier	MARGUERY	Fondation Armée du Salut - France
	Tanya	BASARAB	EAPN - Developmetn Officer
	Sophie	GALAND	Service of the Fight against Pov-erty - Belgium



	Dagmar	KOCMANKOVA	Novy Prostor o.s.
	Geneviève	COLINET DUBOIS	
Président			
Experto independiente y Presidente del Consejo para la Igualdad de Trato y No Discriminación de las Personas por el Origen Racial o Étnico.	Jose Manuel	FRESNO	Independent Expert and President of council
Orateurs			
Parlement européen	Pervenche	BERES	President of the Commission for Employment & Social Affairs
Ministère de l'égalité - Espagne	Izabel Maria	MARTINEZ LOZANO	Secretary General
EAPN Europe	Ludo	HOREMANS	President of EAPN
Université d'Anvers - Belgique	Danielle	DIERCKX	OAsES
Commision Européenne-Inclusion, Social Policy Aspects of Migration, Streamlining of Social Policies	Antonia	CARPARELLI	Head of Unit
Présidence belge de l'UE, Intégration sociale & lutte contre la Pauvreté	Philippe	COURARD	State Secretary
Ministère de la Santé et des Politiques sociales	Juan Carlos	MATO GOMEZ	Director general for Social Policy, families and Childhood
Comité de Protection sociale	Aurelio	FERNANDEZ LOPEZ	President
Commission européenne	Robert	VERRUE	Director General, DG Employment, Social Affairs and Equal Opportunities
Représentante de la 8ème Rencontre EU 2009	Adelia	FERNANDES	EAPN Portugal
Gouvernement espagnol			
Ministère de la Santé & des Politiques sociales	Maria Teresa	POZO	Subdirectorate for Social programmes
Ministère de la Santé & des Politiques sociales	Susana	VINUELA	Tecnica
Ministère de la Santé & des Politiques sociales	Carmen	CASTANON JIMENEZ	Deputy Director General International relations
Ministère de la Santé & des Politiques sociales	Pablo	MARTIN GONZALEZ	Head of Cabinet Under Secr. Health & Social Policy
Représentation permanente	Miguel	DE LA CORTE	
Représentation permanente	Carlos	GARCIA DE CORTAZAR	Counsellor of labour & immigration
Relations internationales	Maria Jesus	ALONSO JIMENEZ	Director
Présidence espagnole de l'UE	Consuelo	SANCHEZ NARANJO	Ministry of Health & Social Policy, SubSecretary
Gouvernement belge			
SPP Integration Sociale	Julien	VAN GEERTSOM	

Secretariat d'Etat pour l'inclusion sociale et la lutte contre la pauvreté	Magda	DE MEYER	
Cabinet du Ministre Philippe COURARD	Johan	VANDENBUSSCHE	Coordinateur Cellule Intégration sociale
Gouvernement hongrois	Erika	NADAI	Ministry of national resources, Dpt. Child care & youth
	Barta	ERZSEBET	Ministry of National resources Acting Deputy Under Secretary of State
Comité de Protection Sociale			
Royaume Uni	Karen	DEEMING	Department for Work & Pensions
Pays Bas	Dennis	de JONG	SPC
République tchèque	Jitka	LASTOVKOVA	Ministry of Labour and Social Affairs
France	Marie	KEIRLE	Ministère du Travail, de la Solidarité et de la Fonction publique
Autriche	Carolina	DELGADO MARTIN	Federal Ministry of labour, Social Affairs & Consumer Protection
Portugal	Cécilia	PIGNATELLI DEMEE	Ministry of Labour & social Solidarity, Institute for Social Security
Malte	Mary Grace	VELLA	Ministry of Education, Employment & Family
Belgique	Muriel	RABAU	SPF Social Security
Rielande	David	LOGAN	Social Inclusion Division
Danemark	Peters Truels	NIELSEN	Social Affairs & Gender equality, Attaché
Groupes du Parlement européen			
GUE	Ilda	FIGUEIREDO	Vice-Chair Employment and Social Affairs Committee (Port)
GUE	Gabi	ZIMMER	Member of Development Committee (Germ)
ALDE	Marian	HARKIN	Member of Employment Committee (Ir)
Verts	Jean	LAMBERT	Member of Employment Committee (UK)
Verts	Marije	CORNELISSEN	Member of Employment Committee (NL)
Eurodéputés			
Finlande	Sirpa	PIETIKÄINEN	
Irlande	Proinsias	DE ROSSA	
Pays Bas	Peter	van DALEN	
Portugal	Maria de Graça	CARVALHO	
Portugal	Miguel	PORTAS	
Portugal	Regina	BALTOS	
Slovénie	Petra	SKRINJAR	Assistant to MEP Milan ZVER
Slovénie	Ivo	VAJGL	
Commission européenne	Marie-Anne	PARASKEVAS	Eu Commission
	Nicole	HUCKERT	EU Commission
	Elodie	FAZI	EU Commisison - EU Year 2010
	Orsolya	NAGY	DG Sanco - Trainee



	Peter	LELIE	EU Commission
	Anne	DEGRAND-GUILLAUD	EU Commission - EU Year 2010
ONG du programme PROGRESS			
EURODIACONIA	Clotilde	CLARK-FOULQUIER	Eurodiaconia
European Social Network	Alfonso	MONTERO	European Social Network
COFACE	Michaela	COSTA	COFACE
Mental Health Europe	Astrid	MECHEL	Mental Health EU
EuroCities	Silvia	GANZERLA	Policy Officer Social
CARITAS Europa	Adriana	OPROMOLLA	Social Policy
Conseil de l'Europe			
	Karl-Friedrich	BOPP	Head of Social Cohesion Policy & Standards Division
Comité économique et social			
	Esther	OLAYIWOLA	Expert for the Poverty of Children Opinion
Comité des Régions			
	Aloys	RIGAUT	EU Committee of the Regions
EMCO			
	Rebekah	SMITH	Business Europe
European Foundation			
	Klara	KALOCZKAINE FOTI	Eurofound
Communauté académique			
	Hugh	FRAZER	National University of Ireland, Maynooth
	Eric	MARLIER	CEPAS/INSTEAD Research institute
	Michaela	MOSER	European Consumer Debt Network
	Nicolas	VAN HERCK	OASes University of Antwerp
ONG basées à Bruxelles			
OCIPE - European Jesuits office	José Ignacio	GARCIA	Assistant Director
Service de lutte contre la pauvreté - Belgique	Elise	WILLAME	Expert
SPP Intégration Sociale - Belgique	Lise marie	VANDENDRIESCHE	
Federal Public Service for Social Integration - Belgium	Nele	DE KERF	
Permanent Representation Republic of Slovenia	Senka	ZERIC	Employment & Social Attachée
Plateforme sociale			
	Bartek	LECH	Policy Officer
Représentants d'autres institutions			
Ministère du Travail, du Logement & des Affaires sociales - France	Anne	JOUBERT	DG Cohésion sociale
Gouvernement de Serbie	Ivan	SEKULOVIC	Office of the Deputy Prime Minister for European Integration
Rapporteur Final			
University of Antwerp OASES - Belgium	Danielle	DIERCKX	OASES

Comité d'organisation			
EAPN	Fintan	FARRELL	Director
Représentation permanente - Hongrie	Katalin	NAGY	Counsellor
Coordination	Micheline	GERONDAL	EAPN Project Officer
Equipe EAPN			
	Sigrid	DAHMEN	
	Rebecca	LEE	
	Amana	FERRO	
	Leticia	GOMEZ SANCHEZ	
	Nellie	EPINAT	
	Claire	CHAMPEIX	
	Sian	JONES	
	Philippe	LEMMENS	
	Vincent	CARON	
Interpétation			
	Serge	FEDERICO	PREFERENCE
Photographe			
	Raymond	DAKOUA	
Agence de communication			
MOSTRA	Ana	AGUILAR	Project manager
KETCHUM PLEON	Bianca	BALCOS	Account Executive



OF PEOPLE
6 JUNE

GUARANTEE FOR UNLIMITED ACCESS TO BASIC RIGHTS:

- HOUSING  - EMPLOYMENT
- EDUCATION - ...
- HEALTH  - ...
- CULTURE
- MINIMUM INCOME

L'AVENIR
D'AUJOURD'HUI
EST DE
DÉTERMINER
LES
CONDITIONS
POUR
ENFANTS



OME




2010 STARTING POINT FOR A NEW DEAL

A minimum income for dignified living



PROM RESPO



PRI BUDVĚDOM
PEP
OBRŮČET
ŽIADANE
KONKRETNÝCH
VÝROBNÝCH
NÁRODNÝCH
PRE L'UDIA
ŽIÚČICH NA
JICH DREMIT

PREVEN
- PRE



TIR UNE
IROPÉ

REMERCIEMENTS

Rapporteur	Danielle DIERCKX
Corodnatrice	Micheline GERONDAL
Photographe	Raymond DAKOUA
ISBN	978-2-930252-57-5

La version originale de ce rapport est en anglais.



ACCOUNTABILITY

BASIC RIGHTS:

- HOUSING
- EDUCATION
- HEALTH
- CULTURE
- MINIMUM INCOME

EMPLOYMENT

...

...



NETWORK

A minimum-income for a dignified life.



BUILD AN EUROPE FOR ALL!!



BATIR UNE EUROPE POUR TOUS

SOCIÁLNE A NÁJOMNE BYVANIE

BYŤ SAM SE ZLE, ALE BYŤ MEZI LUDMI A BYŤ NEVIDENTS ZE CTE PARTE

PRI MUDROCIH
PEP
GONDET
KONKRETNÝCH
VYKONAVATELŤ
PRE LUDMI
ŽIJCICH NA JICH UZEMNI

PREVENCIA -
- PREDCHADZANIE
CHUDOBE
CHUDOBA JE DUSLEDOK
NIE PRICINA



restaurant
global
marketing

PARTI
PARTIO